

DÉCLARATION CONJOINTE

Urgence humanitaire au gouvernorat de Sfax : La société civile tire la sonnette d'alarme face à une situation inacceptable

13 septembre 2023

Depuis le 05 juillet 2023, une situation tragique se développe à Beb Jebli, au centre-ville de Sfax ainsi dans quelques endroits aux alentours de la ville. **Environ 500 personnes, dont des femmes et des enfants, se sont rassemblées à Beb Jebli, place centrale de la ville de Sfax.**

Il.elle.s sont originaires de pays en proie à des conflits et/ou à des violations flagrantes des droits humains, notamment le Soudan, l'Éthiopie, la Somalie, le Tchad, l'Érythrée et le Niger. Ce rassemblement, où se trouvent des personnes réfugiées, demandeur.euse.s d'asile et migrantes, s'inscrit dans un contexte d'une montée de violence à l'encontre des personnes en mobilité à Sfax. Depuis début juillet, des centaines de personnes ont été expulsées et chassées de leurs domiciles par les habitant.e.s, mises à la rue et déportées aux frontières avec l'Algérie et avec la Libye par les autorités. Plusieurs de ces personnes ont ensuite réussi à retourner à Sfax, où, privées de tout, séjournent à la rue, à même le sol, dans des conditions très précaires.

Aujourd'hui, ces personnes, dont femmes et enfants, se trouvent dans une situation sanitaire et humaine précaire et dans des conditions de vie effrayantes, privées d'abri, sans accès à l'eau et à la nourriture.

Le 8 juillet, le président Kais Saïed avait mandaté le Croissant Rouge Tunisien (CRT) afin que l'organisation se coordonne avec les associations humanitaires pour apporter assistance aux personnes en mobilité. Malheureusement, cette obligation de passer par le CRT pour apporter une assistance aux personnes nécessiteuses a engendré un ralentissement et un blocage au niveau de l'apport de l'assistance, notamment aux personnes qui se trouvent hors du rassemblement de Beb Jebli.

En effet, de nombreuses organisations et associations humanitaires sont toujours en attente d'autorisations pour pouvoir intervenir et apporter leur aide aux personnes en situation de mobilité.

Au vu de la situation, qui risque de se détériorer davantage, les organisations signataires :

- **Alertent sur la situation précaire dans laquelle les réfugié.e.s, des demandeur.se.s d'asile et personnes migrants se trouvent et sur les risques que cela comporte sur le court et moyen terme;**
- **Appellent à la mise en place de conditions permettant un accès facilité aux organisations humanitaires afin qu'elles puissent intervenir en urgence et sans contraintes administratives ;**
- **Exhortent le gouvernement tunisien à trouver des solutions d'urgence et durables dans les plus brefs délais dans le respect des droits et de la dignité des personnes en mobilité ;**
- **Dénoncent le discours de haine et de discrimination, et les violences à l'encontre de personnes en mobilité, y compris de la part d'agents des forces de l'ordre ;**

- **Expriment leur plein soutien indéfectible à toutes les personnes réfugiées, demandeuses d'asile et migrantes.**

Organisations signataires

- Afrique intelligence
- Al Bawsala
- L'Association des étudiants et stagiaires africains (AESAT)
- L'association Ifriqiya
- L'association Lina Ben Mhenni
- Association MADA Danish Refugee Council (DRC)
- Association Tunisienne pour la Justice et L'égalité (DAMJ)
- Avocats sans frontières
- BEITY
- EuroMed Rights
- Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES)
- Legal Agenda – Tunis
- Médecins du Monde (MDM)
- Minority Rights Group International
- Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT)
- Refugees platform in Egypt
- Stop Pollution
- Watch The Med - Alarm PHONE